



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Evry, le 09 juillet 2014

Unité territoriale de l'Essonne

INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire suivie par : Flora Camps
flora.camps@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01.60.76.34.36 – Fax : 01.60.76.34.88
Référence : D2012-15618 - n°Helios : 28113

D 2014 - 1628
Affaire : Visite d'inspection du 11-06-2014
Code Établissement : 65-3970

Objet :
Rapport de la visite d'inspection du 11-06-2014

Exploitant concerné :
Imprimerie Helio Corbeil

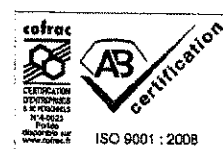
PJ : Fiches d'inspection (5 fiches)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	Imprimerie Helio Corbeil
Adresse	4 boulevard Créte
Activité	Imprimerie
Régime	A
Nombre de salariés	93

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	11/06/14
Type d'inspection	Courante / programmée
Date de l'inspection précédente	14/10/13
Inspection dans le cadre d'une action nationale	Non
Identité et qualité des personnes rencontrées	Sophie DUEZ - HSE Bruno ARASA - PDG
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	Maud GOBLET - Inspecteur des Installations Classées et adjointe au chef de l'unité territoriale Flora CAMPS - Ingénieur de l'Industrie et des Mines

Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 11-06-2014 de l'établissement exploité par IMPRIMERIE HELIO CORBEIL sur le territoire de la commune de CORBEIL-ESSONNES.



1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

– Historique et situation économique

Les origines de l'imprimerie remontent à 1830.

En 1979, l'imprimerie qui appartient au groupe Hachette devient l'imprimerie Helio Corbeil et se spécialise dans l'héliogravure en se dotant de 4 rotatives.

En 1990, l'entreprise se dote d'un système numérique d'impression.

En 2001, l'imprimerie Helio Corbeil est reprise par le groupe canadien Quebecor World.

En 2006, le site fait l'objet d'une restructuration qui conduit à l'arrêt de 2 rotatives.

En 2008, Hélio Corbeil est repris par le groupe d'investisseurs hollandais Circle Printers.

En 2011, un ultime redressement judiciaire menaçant de fermer définitivement l'imprimerie, les salariés décident de fonder leur propre coopérative.

Le 7 février 2012 l'installation devient une Société Coopérative et Participative (SCOP), détenue à 51% par ses salariés, sous le nom de *Imprimerie Helio Corbeil*.

L'établissement compte 93 salariés. Une baisse du volume d'impression chronique d'environ 5% est enregistrée annuellement depuis 2012. L'imprimerie est à la recherche de nouveaux clients.

– Activité principale et chiffre(s)-clé(s)

La société Imprimerie Helio Corbeil est spécialisée dans l'impression de magazines (TV Magazine, Télé Star et Télé 7 jours sont les 3 clients actuels de l'imprimerie).

Aucun incident à déclarer.

Tonnages annuels en imprimés : environ 45 000 t/an.

– Horaires et fonctionnement

Du lundi au vendredi, fonctionnement 24h/24 en 3*8.

Le samedi, fonctionnement de 6h à 18h.

Le dimanche, fonctionnement de 18h à 6h.

– Situation administrative :

L'installation est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010.PREF.DRCL/284 délivré le 16 juillet 2010 à la société Helio Corbeil.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2010.PREF.DCI2/BE 0013 du 30 juin 2010 porte imposition de prescriptions complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

Suite aux modifications de la nomenclature et au courrier de positionnement de l'exploitant du 10/10/2012, une mise à jour de la situation administrative et des prescriptions complémentaires a été actée par arrêté préfectoral complémentaire n°2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/225 du 24 mai 2013.

Suite aux courriers de positionnement de l'exploitant du 07 août 2013 et du 17 septembre 2013, une nouvelle mise à jour de l'établissement a été actée par lettre préfectorale du 22 novembre 2013.

La situation administrative de l'installation est la suivante :

Libellés des rubriques avec seuils	Désignation des installations	Rubrique	Régime
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an.	Impression à l'aide d'encre à base de toluène (3500 kg/jour)	3670	A
Emploi ou stockage de substances très toxiques	Acide chromique : 2700 kg	1111-2b	A

Libellés des rubriques avec seuils	Désignation des installations	Rubrique	Régime
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique par héliogravure	Quantité totale de produits consommée pour revêtir le support : 3500 kg/j	2450-2a	A
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	- Fontaine de dégraissage : 50 l de solvant (Safety Clean) - Machine à laver les cylindres : 6000 l de toluène	2564-1	A
Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, le procédé utilisant des liquides (sans mise en œuvre de Cd)	- Atelier de galvanoplastie : 21 230 l	2565-2a	A
Installations de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel ou du fioul domestique	- Chaudière mixte Alstom (GN+FOD en secours) : 9475 kW - Autres installations ne rentrant pas dans le décompte de la 2910: Chaudière Socomas de secours (GN) : 11 200 kW Pompe sprinkler (FOD) : 68 kW	2910-A2	DC
Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés, visés par le règlement (CE) n° 842/2006, ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone, visées par le règlement (CE) n° 1005/2009	Bât. G : 250 kg de R22 + 100 kg de R134 Bât. S : 500 kg de R134 Bât. R : 160 kg de R22	1185-2a	DC
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	<u>1ère catégorie :</u> 200 m³ de toluène et 166 m³ d'encre/ vernis en cuves double peau enfouies 750 l d'autres produits en récipients mobiles <u>2ème catégorie :</u> 30 m³ de FOD cuve simple peau en fosse 1760 l d'autres produits en récipients mobiles Capacité totale équiv. : 76 m³	1432-2b	DC
Installation d'emploi de liquides inflammables	- Unités de récupération de solvant: 5 t max de toluène - Machine à laver les cylindres: 1,3 t max de toluène	1433-Bb	DC
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Installation de dépotage encres/toluène. Débit max total des pompes de chargement: 15 m³/h	1434-1b	DC
Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.	Quantité max susceptible d'être présente: Bât. B: bobines 4000 m³ Bât. N: -palettes (produits finis) 1250 m³ -palettes bois 300 m³ Cours ext. : déchet papier 300 m³	1530-3	D
Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance installée des machines de polissage et de gravure des cylindres: 3 polisseuses: 12 kW *3 1 polishmaster: 16 kW 4 bancs gravure: 9 kW *4 Puissance totale de 88 kW	2560-2	D
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas de type "circuit primaire fermé"	1 tour de 1500 kW	2921-1b	D

A (Autorisation) - AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) - E (Enregistrement) - D (Déclaration) - DC (Déclaration soumis à contrôle périodique) - NC (Non Classé)

2 DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

L'inspection a été menée sur les points suivants :

- Situation administrative de l'établissement et avancement des projets évoqués lors de la dernière visite d'inspection (déménagement des installations, diversification des activités).
- Examen des suites données à la visite d'inspection du 14 octobre 2013 et suivi de la mise en demeure du 06 janvier 2014,
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique,
- Prescriptions relatives à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques,
- Gestion de la pollution des sols au toluène diagnostiquée en 2011.

L'inspection a débuté en salle par des contrôles documentaires avec Mme DUEZ, HSE, et par un point sur les projets de la société en présence de Mr ARASA, PDG. Elle s'est poursuivie sur site, avec la visite de l'atelier rotatives et de l'installation de traitement de l'eau.

3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES¹

L'inspection du 11/06/2014 a permis de relever plusieurs écarts. Ceux-ci sont détaillés dans les fiches d'inspection jointes au présent rapport et récapitulés dans les tableaux ci-dessous. Les actions correctives à mettre en place par l'exploitant sont également récapitulées dans les tableaux ci-dessous.

3.1 Non-conformités notables

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Non-conformités notables	Lors de la visite, l'inspection a noté un empoussiérement important au niveau du local de récupération des poussières, local identifié comme zone ATEX.	Il est demandé à l'exploitant de réaliser un dépoussiérage du local ATEX de récupération des poussières, conformément à l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010.	2
	L'autosurveillance des rejets aqueux 2014 met en évidence plusieurs dépassements de la valeur limite d'émission en cuivre.	Il est demandé à l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission des eaux résiduelles définies à l'article 4.3.9 de l'AP du 16/07/2010. L'exploitant pourra effectuer une étude permettant d'identifier la cause des dépassements en cuivre 2014 et de prendre les mesures correctives en vue de respecter les valeurs limites d'émission..	4
	Absence d'un suivi des effluents envoyés en station de traitement au niveau de la galvanoplastie ainsi que d'un suivi de l'entretien et de la conduite de la station.	Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre sur lequel sont notés les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, les incidents de fonctionnement et les dispositions prises pour y remédier, les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets, conformément à l'article 4.3.4 de l'AP du 16/07/2010.	4

¹ Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

3.2 Non-conformités

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
	L'inspection a noté lors de la visite un empoussièrement général important de l'atelier rotatives.	Il est demandé à l'exploitant de procéder à un dépoussiérage périodique des installations et des structures du bâtiment rotatives, conformément à l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010.	2
	Les plans de localisation des RIA, exutoires de fumées et extincteurs sont vétustes et peu visibles.	Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son affichage sécurité, conformément à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010.	2
	Le contrôle périodique de la TAR identifie 20 non-conformités.	Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection des mesures correctives ou préventives mises en œuvre dans la gestion de sa TAR, conformément à l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux installations classées 2921 sous le régime de la déclaration.	2
	Le mauvais état des portes de la rotatives S9 pour l'accès aux cylindres d'impression engendre des émissions diffuses importantes. La zone de tirage du toluène et les seaux de solvant non capotés utilisés pour le nettoyage hebdomadaire des cylindres d'impression est une source importante d'émissions diffuses. La fontaine de dégraissage est source d'émissions diffuses non maîtrisées. Le mauvais état de la gaine d'extraction des vapeurs, située au niveau de la cuve de lavage des cylindres, est une source potentielle d'émissions diffuses de toluène. Les mesures organisationnelles et comportementales ne sont pas suffisantes pour limiter les émissions diffuses	Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 16/07/2010.	3
	Le remplacement des disconnecteurs défectueux n'a pas été effectué.	Il est demandé à l'exploitant de justifier de la présence d'équipement en bon état de fonctionnement permettant la protection du réseau d'alimentation en eau potable, conformément à l'article 4.1.2 de l'AP du 16/07/2010.	4

3.3 Remarques

	Écarts relevés lors de l'inspection	Actions correctives à mettre en place par l'exploitant	Fiche n°
Remarques	Explosimètre implanté dans les canalisations d'eaux pluviales hors service.	Il conviendrait de procéder au remplacement de l'explosimètre.	4
	Le plan des réseaux d'eau, datant de 2002, mériterait d'être mis à jour à la suite de l'implantation du bassin de confinement.	Mettre à jour le plan des réseaux d'eau à la suite de l'implantation du bassin de confinement.	4
	Le rapport du diagnostic de pollution effectué sur site par DEKRA en 2011 met en évidence une pollution significative des sols en toluène notamment en bordure Nord Ouest du site. La source de pollution sol est toujours présente (ancienne zone de dépotage des solvants).	L'inspection va proposer à Mr le Préfet de prescrire par APC une gestion du site pollué conformément à la méthodologie actuellement en vigueur.	5

4 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu des actions correctives engagées par l'exploitant, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/002 du 06 janvier 2014 à la réception du justificatif de la réalisation de l'Étude du Risque Foudre programmée le 29 juillet 2014.

Compte tenu des enjeux en terme de risque technologique et risque de pollution des eaux et en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral, de justifier du respect des articles suivants dans les délais précisés ci-dessous à compter de la notification de l'arrêté :

- 1 mois :

- l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010 en procédant à un dépoussiérage du local ATEX de récupération des poussières,

- 3 mois :

- l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010 en respectant les valeurs limites d'émission des eaux résiduelles qui lui sont applicables. L'exploitant pourra effectuer une étude permettant d'identifier la cause des dépassements en cuivre 2014 et de prendre les mesures correctives en vue de respecter les valeurs limites d'émission.

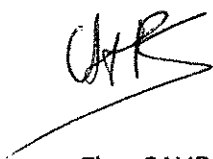
- l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2010 en mettant en place un registre sur lequel sont notés les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, les incidents de fonctionnement et les dispositions prises pour y remédier, les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets.

Il est également proposé de demander à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite, des actions engagées suite aux remarques et non-conformités formulées dans les fiches de visite d'inspection en annexe au présent rapport.

Pour ce qui concerne la pollution du sol au droit du site diagnostiquée en 2011, l'inspection propose, compte tenu du risque d'impact des eaux souterraines et de migration de cette pollution en dehors des limites de propriété, de prescrire une gestion du site pollué conformément à la méthodologie actuellement en vigueur par arrêté complémentaire. Ceci fera l'objet d'un rapport spécifique ultérieurement.

Enfin, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'inspection informe Monsieur le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

Rédacteur
L'ingénieur de l'Industrie
et des Mines



Flora CAMPS

Rédacteur
L'adjointe au chef de
l'unité territoriale



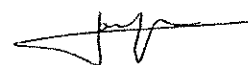
Maud GOBLET

Vérificateur
L'inspecteur de
l'environnement



Jean BOURGEOIS

Approbateur
Pour le directeur et par
délégation, le chef du pôle
risques chroniques et qualité
de l'environnement



Benoit JOURJON

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Fiche d'inspection N°1

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : Situation administrative

Arrêté préfectoral (AP) n°2010.PREF.DRCL/284 délivré le 16 juillet 2010

- Mise à jour rubrique 2921
- Garanties financières :
 - Montant évalué à 439 115 € TTC. APC prévu au CODERST du 19 juin.
 - Constitution de 20% du montant global au 1er juillet 2014 : modalité de constitution? (voir AM 31/07/2012 relatif aux modalités de constitution)
- Avancé des projets :
 - Installation d'un brocheur au sein de l'établissement
 - Remplacement des groupes froids fonctionnant au R22
 - Impression par jet d'encre -type encre à eau- pour une impression a forte valeur ajoutée
 - Développement de l'activité vers l'impression de packaging
 - Déménagement de l'activité du centre ville de Corbeil
 - Installation d'une nouvelle rotative pour se prémunir du lien actuel avec le site d'impression de Mary s/Marne

Éléments communiqués par l'exploitant et Contrôles réalisés par l'inspection :

Mise à jour rubrique 2921

Par courriel du 08-04-2014 l'exploitant s'est positionné sur la nouvelle rubrique 2921. La puissance de la TAR est de 1500 kW. Ainsi la modification de la nomenclature ne change pas le classement de la TAR qui reste à Déclaration. Les prescriptions applicables à l'installation sont celles de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux installations classées 2921 sous le régime de la déclaration.

Garanties financières (GF)

Le montant des GF pour le site de Corbeil s'élève à 439 115 € et a été approuvé au CODERST du 19 juin 2014. Lors de la visite l'exploitant a indiqué que leur constitution se fera sur la base d'une consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le récépissé de consignation à l'inspection dès réception.

Avancé des Projets

- Installation d'un brocheur au sein de l'établissement

Le projet d'installation d'un brocheur au sein de l'établissement, au niveau des bâtiments non utilisés par l'exploitant, n'a pas été concrétisé et ne semble plus d'actualité.

- Remplacement des groupes froids fonctionnant au R22

Le remplacement des groupes froids fonctionnant au R22 a été budgété pour 2014 mais n'est toujours pas effectif.

- Déménagement de l'activité du centre ville de Corbeil

Le projet a été évalué trop coûteux et est abandonné.

- Développement de l'activité vers l'impression de packaging
- Impression par jet d'encre -type encre à eau- pour une impression a forte valeur ajoutée
- Installation d'une nouvelle rotative pour se prémunir du lien actuel avec le site d'impression de Mary s/Marne

Ces trois projets sont toujours d'actualité mais nécessitent un engagement de leurs clients (Télé Magazine, Télé Star et Télé 7 jours) au long terme pour viabiliser la structure. En effet le marché de l'imprimerie enregistre une baisse volumétrique chronique d'environ 5% par an et seule la diversification des activités

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

(par exemple vers l'impression de packaging pour la grande distribution) et la recherche de nouveaux clients pourraient permettre de pérenniser l'activité de l'IMPRIMERIE HELIO CORBEIL.

Ainsi, la présentation d'un business plan ambitieux aux clients actuels, incluant la mise en place d'une nouvelle rotative - soit un investissement d'environ 10 million d'euros - est prévue pour la fin du mois de juin.

Le tonnage annuel en imprimés est actuellement d'environ 45 000 t/an.

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ **Demandes liées aux non-conformités notables**

Pas de non-conformités notables constatées

➤ **Demandes liées aux non-conformités**

Pas de non-conformités constatées.

➤ **Demandes liées aux remarques**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le récépissé de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dès réception.

TERMINOLOGIE DES CONSTATS :

Remarque : disposition insuffisamment documentée, mauvaise pratique, qui n'est pas un écart à un texte opposable. Dans le cas d'un enjeu majeur, une remarque peut justifier la prise d'un AP complémentaire.

Non conformité : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement.

Non conformité notable : écart réglementaire pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Fiche d'inspection N°2

Suites données à la visite d'inspection du 14/10/2013 et suivi de la mise en demeure du 06/01/2014

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 14/10/2013	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
MeD du 06/01/2014	
Réaliser l'étude technique du risque foudre (ERF) du site par un organisme compétent sous 3 mois.	Par courriel du 27-01-2014 l'exploitant a transmis à l'inspection l'analyse du risque foudre (ARF) du site, réalisée par DEKRA de mai à octobre 2010. Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection l'accusé de réception DEKRA du 12-05-2014 de la commande passée par l'imprimerie concernant l'ERF (commande n°14/S0571). Celle-ci sera réalisée le 29-07-2014. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un justificatif de réalisation de l'ERF dès réception. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
Réaliser un contrôle d'étanchéité de ses groupes froids sous 3 mois.	Par courriel du 16 et du 23 janvier 2014, l'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs des contrôles d'étanchéité des groupes froids du 2ème semestre 2013 et du 1er trimestre 2014. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
Mettre à jour sous 3 mois l'analyse méthodique des risques de développement des légionelles en tenant compte des conditions de fonctionnement normales et exceptionnelles de l'installation.	Par courrier du 23/04/2014 l'exploitant a transmis l'analyse méthodique des risques liés à l'exploitation de sa TAR. Cette AMR identifie le risque de bras mort dans le cas d'un arrêt prolongé d'une des 2 pompes de circulation de l'eau du circuit. Ce phénomène avait été à l'origine de dépassements en légionelles lors de l'année 2013. L'exploitant répond à la demande de l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection de l'avancée du plan d'amélioration présent dans l'AMR.
Non-conformités	
Reporter sur un plan les zones ATEX de l'établissement	Lors de la visite l'exploitant a présenté à l'inspection un plan reportant les zones ATEX. Ce plan est à afficher dans l'établissement.
Justifier du bon fonctionnement des portes coupe-feu	Par courriel du 23-04-2014 l'exploitant a transmis à l'inspection: - le rapport de la vérification des PCF réalisée par PORTAFEU le 20-09-2013 - le justificatif de la réparation de la PCF défailante réalisée par PORTAFEU le 28-03-2014. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
Procéder à un dépoussiérage périodique des installations et des structures du bâtiment rotatives	Le dépoussiérage n'a pas été réalisé. Le capotage de la découpe du papier au niveau des rotatives, source principale de la poussière dans l'atelier, est à l'étude. Non conformité maintenue. Lors de la visite, l'inspection a noté un empoussiérement important au niveau du local de récupération des poussières, local identifié comme zone ATEX. Il s'agit d'une non conformité notable .
Mettre à jour l'affichage sécurité	La mise à jour de l'affichage sécurité n'a pas été réalisée. Non conformité maintenue

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 14/10/2013	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
Faire établir une fiche d'intervention par l'opérateur de toute opération nécessitant une manipulation de fluides frigorigènes et de conserver cette fiche pendant une durée d'au moins cinq ans	Par courriel du 16 et du 23 janvier 2014, l'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs des contrôles d'étanchéité des groupes froids du 2ème semestre 2013 et du 1er trimestre 2014. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
Justifier du contrôle du report d'alarme au PC sécurité et de l'arrêt automatique de l'alimentation des cuves de liquides inflammables en cas de dépassement niveau très haut	Ce contrôle a été effectué lors du contrôle des installations électriques (niveau haut simulé). L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
S'assurer de la réalisation d'analyses légionelles mensuellement	L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des rapports d'analyses mensuelles de l'année 2014. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
Faire réaliser, après la mise à jour de l'AMR, un contrôle périodique de son installation de refroidissement par un organisme agréé	Le contrôle de la TAR a été réalisé par HydroPole le 04-02-2014. L'exploitant répond à la demande de l'inspection. Le contrôle identifie 20 non-conformités. Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection des mesures correctives ou préventives mises en œuvre.
Prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant	Voir fiche n°3
Justifier de la présence d'équipement en bon état de fonctionnement permettant la protection du réseau d'alimentation en eau potable	Voir fiche n°4
Installer un dispositif permettant de détecter toute présence de vapeur de solvants au sein des égouts	Voir fiche n°4
Identifier la cause des dépassements en cuivre sur les prélèvements de rejet aqueux du 18/09/2012 et 06/08/2013 et de prendre les mesures correctives en vue de respecter les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires définies à l'article 4.3.9 de l'AP du 16/07/2010.	Voir fiche n°4
Remarques	
Transmettre à l'inspection le rapport de contrôle 2013 du système de désenfumage de l'imprimerie dès réception.	L'exploitant a transmis à l'inspection - une copie du rapport de la vérification du système de désenfumage effectuée le 09-12-2013 par Idea France Désenfumage System's - le bon d'intervention suite aux travaux de réparation effectués le 11-03-2014 par la même société. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
S'assurer de la bonne traçabilité des actions de contrôle effectuées sur les détecteurs incendie du site, notamment en ce qui concerne l'asservissement du process à la détection.	L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport SIEMENS du contrôle du système de détection effectué du 16 au 20 décembre 2013. Le rapport détaille chaque opération de vérification effectuée. L'exploitant répond à la demande de l'inspection.
Transmettre à l'inspection le rapport de contrôle 2013 du parc d'extincteurs (RIA inclus) de l'imprimerie dès réception.	Par courriel du 23 avril 2014 l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche du contrôle des extincteurs, réalisé sur site le 31-12-2013 par DESAUTEL. L'exploitant a présenté à l'inspection la commande pour le remplacement du matériel en fin de vie (>10ans). L'exploitant répond à la demande de l'inspection.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Demande de l'inspection suite aux écarts relevés lors de la visite du 14/10/2013	Réponse de l'exploitant et analyse de l'inspection
Transmettre à l'inspection le rapport d'étude Burgeap sur la faisabilité du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie dès réception.	Par courriel du 13-01-2014, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie du rapport d'étude. L'exploitant répond à la demande de l'inspection. L'emplacement recommandé pour le bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie se situe au niveau du parking longé par le boulevard Créte car il se situe au niveau de l'exutoire par lequel transitent toutes les eaux pluviales du site. Deux scénarii ont été proposés, chacun ayant ses avantages et inconvénients (cf. tableau 5 p20). La principale différence entre ces scénarii est la position altimétrique des bassins : l'un est à la cote du terrain naturel (bassin à ciel ouvert) l'autre est à 2,5 m de profondeur. Cette différence influe sur leur mode de raccordement au réseau actuel. L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore sélectionné un scénario particulier car les devis sont en cours d'élaboration. De plus, au vu de la situation du site en centre ville de Corbeil, il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du service urbanisme de la ville pour valider avec eux le choix du scénario. Il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection des évolutions de ce projet et du calendrier de sa réalisation.
Méthode d'élaboration du PGS à revoir et à commenter pour l'année 2013	voir fiche n°3
Mettre à jour le plan des réseaux d'eau.	voir fiche n°4
Effectuer une veille réglementaire sur la rubrique 2921	voir fiche n°1

Récapitulatif des écarts relevés pour le thème «Suites données à la visite du 14/10/2013» :

➤ **Non-conformités notables**

Lors de la visite, l'inspection a noté un empoussiérement important au niveau du local de récupération des poussières, local identifié comme zone ATEX.

➤ **Non-conformités**

Le dépoussiérage des installations et des structures du bâtiment rotatives n'a pas été réalisé.

L'affichage sécurité n'est pas à jour.

Le contrôle périodique de la TAR identifie 20 non-conformités.

➤ **Remarques**

L'ERF est programmée pour le 29-07-2014.

L'AMR identifie des points d'amélioration pour la gestion de la TAR.

Le plan reportant les zones ATEX de l'établissement n'est pas affiché sur site.

Le rapport d'étude Burgeap sur la faisabilité du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie identifie 2 scénarii d'implantation de bassin sur site.

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ **Demandes liées aux non-conformités notables**

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Article 9.2.1.1 - Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées

Le contrôle des rejets atmosphériques liés à l'unité de récupération de solvant et à l'atelier des rotatives a été effectué par DEKRA en inopiné du 20 au 28 janvier 2014. Le rapport a été transmis à l'inspection directement par le laboratoire de contrôle.

L'exploitant a mandaté DEKRA pour effectuer le contrôle de l'atelier galvanoplastie et des 2 chaudières du site en même temps que le contrôle inopiné sus-mentionné. Les 2 rapports correspondants ont été transmis à l'inspection lors de la visite.

Les résultats sont conformes aux VLE de l'arrêté d'autorisation de l'imprimerie et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Ecarts relevés pour le thème «AIR» :

➤ Non-conformités notables

Pas de non-conformités notables constatées.

➤ Non-conformités

Le mauvais état des portes de la rotatives S9 pour l'accès aux cylindres d'impression engendre des émissions diffuses importantes.

La zone de tirage du toluène et les seaux de solvant non capotés utilisés pour le nettoyage hebdomadaire des cylindres d'impression est une source importante d'émissions diffuses.

La fontaine de dégraissage est source d'émissions diffuses non maîtrisées.

Le mauvais état de la gaine d'extraction des vapeurs, située au niveau de la cuve de lavage des cylindres, est une source potentielle d'émissions diffuses de toluène.

Les mesures organisationnelles et comportementales ne sont pas suffisantes pour limiter les émissions diffuses

➤ Remarques

Pas de remarques constatées.

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ Demandes liées aux non-conformités notables

Pas de non-conformités notables constatées

➤ Demandes liées aux non-conformités

Il est demandé à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions diffuses de solvant, conformément à l'article 3.1.1 de l'AP du 16/07/2010.

➤ Demandes liées aux remarques

Pas de remarques constatées

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Fiche d'inspection N°4

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : « EAU »

Article 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Vérifier que le prélèvement annuel ne dépasse pas 50 000 m3

Article 4.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable

Contrôle des disconnecteurs effectués?

Article 4.2.2 - Plan des réseaux

Plan de 2002 mis à jour ?

Article 4.2.3 - Entretien et surveillance

Explosimètre dans les canalisations d'eaux pluviales réparé ?

Article 4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement

Registre avec : - principaux paramètres mesurés périodiquement permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées
- incidents de fonctionnement/actions correctives

Article 9.2.2 - Auto surveillance des rejets aqueux (GIDAF)

Attention : plusieurs dépassements en cuivre sur 2014.

Éléments communiqués par l'exploitant et Contrôles réalisés par l'inspection :

Article 4.1.1 - Approvisionnements en eau

la consommation 2013 en eau pour le site est de 38 202 m3 et ne dépasse donc pas les 50 000 m3 autorisés.

Article 4.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable

La vérification des disconnecteurs du site a été effectuée le 18-03-2014 par la SADE (94- Ivry sur Seine). Les fiches de contrôle ont été transmises à l'inspection par courriel du 27-03-2014.

Lors de la visite l'exploitant a indiqué que les devis pour la réparation des disconnecteurs présentant une anomalie étaient en cours de réalisation.

Article 4.2.2 - Plan des réseaux

L'exploitant est en attente de la réalisation du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie pour mettre à jour son plan des réseaux qui date de 2002.

Article 4.2.3 - Entretien et surveillance

L'explosimètre dans les canalisations eaux pluviales est toujours hors service. Au vu de la mise en place d'une procédure manuelle de contrôle de la qualité des eaux pluviales avant rejet dans le réseau (voir inspection précédente), ce remplacement n'a pas été identifié comme une priorité par l'exploitant. Du point de vu de l'inspection, la procédure mise en place tant que l'explosimètre est HS n'implique pas directement une baisse notable du niveau de sécurité et n'a pas d'impact sur l'environnement. L'explosimètre HS sera donc mentionné en remarque mais pas en non-conformité.

Article 4.3.4 - Entretien et conduite des installations de traitement / Article 9.2.2 - Auto surveillance des rejets aqueux (GIDAF)

L'autosurveillance des rejets aqueux 2014 (GIDAF) met en évidence plusieurs dépassements de la valeur limite d'émission en cuivre fixée à 2000 µg/L :

- 4560 µg/L le 17-01-2014
- 6080 µg/L le 05-03-2014 (dépassement confirmé par le prélèvement de l'organisme extérieur Eurofins)
- 2650 µg/L le 28-03-2014.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Lors des précédentes inspections il avait déjà été noté des dépassements périodiques en cuivre (le 18-09-2012 et le 06-08-2013).

L'exploitant a identifié deux causes possibles de ces dépassements :

1- des rejets trop concentrés sont envoyés dans la station de traitement qui n'est pas dimensionnée pour les recevoir; ces rejets devraient être évacués en bidons de déchets.

2- des incidents de fonctionnement au niveau de la station de traitement des eaux perturbent le processus de traitement; la sonde pH était par exemple HS courant mars 2014 et pourrait expliquer le dépassement du 05-03-2014.

L'absence d'un suivi

- des effluents envoyés en station de traitement au niveau de la galvanoplastie,
- de l'entretien et de la conduite de la station de traitement (absence du registre mentionné à l'article 4.3.4 de l'arrêté d'autorisation),

empêche la prévention de ce type de dépassement.

Pour rappel, la station de traitement effectue les actions suivantes :

- désolvatation
- neutralisation à la soude
- floculation des métaux (Cu)
- décantation/filtration

Ecart relevé pour le thème «EAU» :

➤ Non-conformités notables

L'autosurveillance des rejets aqueux 2014 met en évidence plusieurs dépassements de la valeur limite d'émission en cuivre.

Absence d'un suivi des effluents envoyés en station de traitement au niveau de la galvanoplastie ainsi que d'un suivi de l'entretien et de la conduite de la station.

➤ Non-conformités

Le remplacement des disconnecteurs défectueux n'a pas été effectué.

➤ Remarques

Le plan des réseaux d'eau, datant de 2002, mériterait d'être mis à jour à la suite de l'implantation du bassin de confinement.

L'explosimètre implanté dans les canalisations d'eaux pluviales est hors service.

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ Demandes liées aux non-conformités notables

Il est demandé à l'exploitant de se conformer aux valeurs limites d'émission des eaux résiduaires définies à l'article 4.3.9 de l'AP du 16/07/2010. Il pourra effectuer une étude permettant d'identifier la cause des dépassements en cuivre 2014 et de prendre les mesures correctives en vue de respecter les valeurs limites d'émission..

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre sur lequel sont notés les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, les incidents de fonctionnement et les dispositions prises pour y remédier, les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets, conformément à l'article 4.3.4 de l'AP du 16/07/2010.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

➤ **Demandes liées aux non-conformités**

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la présence d'équipement en bon état de fonctionnement permettant la protection du réseau d'alimentation en eau potable, conformément à l'article 4.1.2 de l'AP du 16/07/2010.

➤ **Demandes liées aux remarques**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux d'eau à la suite de l'implantation du bassin de confinement.

Il conviendrait de procéder au remplacement de l'explosimètre implanté dans les canalisations d'eaux pluviales.

DRIEE Ile-de-France	Établissement : IMPRIMERIE CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES	HELIO
Unité Territoriale de l'Essonne	Inspection du : 11/06/2014	

Fiche d'inspection N°5

Thème / Référence des prescriptions ou points vérifiés : « Gestion de la pollution des sols au toluène diagnostiquée en 2011 »

Rapport DEKRA du 20-09-2011

Éléments communiqués par l'exploitant et Contrôles réalisés par l'inspection :

Le rapport du diagnostic de pollution effectué sur site par DEKRA en 2011 met en évidence une pollution significative des sols en toluène notamment en bordure Nord Ouest du site. De plus il est indiqué que compte-tenu de la faible profondeur des eaux souterraines au droit du site il est probable que ces dernières aient été impactées par cette pollution, et que par ailleurs le sens d'écoulement de ces eaux souterraines a pu entraîner cette pollution en dehors des limites de propriété. Ainsi le rapport conclut qu'un diagnostic complémentaire devra être engagé.

Lors de la visite l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun diagnostic complémentaire ou mesure de gestion n'avait pour l'instant été entrepris. La source de pollution sol est ainsi toujours présente (ancienne zone de dépotage des solvants).

L'inspection va proposer à Mr le Préfet de prescrire par APC une gestion du site pollué conformément à la méthodologie actuellement en vigueur.

Ecarts relevés pour le thème «Pollution des sols» :

➤ **Non-conformités notables**

Pas de non-conformités notables constatées.

➤ **Non-conformités**

Pas de non-conformités constatées.

➤ **Remarques**

Le rapport du diagnostic de pollution effectué sur site par DEKRA en 2011 met en évidence une pollution significative des sols en toluène notamment en bordure Nord Ouest du site. La source de pollution sol est toujours présente (ancienne zone de dépotage des solvants).

Analyse et propositions de suites à donner :

➤ **Demandes liées aux non-conformités notables**

Pas de non-conformités notables constatées

➤ **Demandes liées aux non-conformités**

Pas de non-conformités constatées.

➤ **Demandes liées aux remarques**

L'inspection va proposer à Mr le Préfet de prescrire par APC une gestion du site pollué conformément à la méthodologie actuellement en vigueur.